

Le jeudi 19 mai 2016, « le Soir » a publié la suite de l'enquête journalistique internationale « Panama papers », avec cette fois-ci, un focus sur les montages offshore effectués à partir de la République Démocratique du Congo. Ces « Kinshasa papers » nous montrent clairement le lien entre l'évasion fiscale et le pillage des ressources en cours dans ce pays d'Afrique.



À qui profitent les transactions offshore ? En RD Congo, pays aux immenses ressources naturelles et parmi les plus pauvres de la planète, l'extraction des ressources minières, nécessaires à notre consommation en nouvelles technologies, met les populations locales face à des nombreuses difficultés: dégâts environnementaux, conflits, corruption, conditions de travail indécentes. C'est devenu désormais explicite grâce aux documents soustraits au bureau d'avocats panaméen Mossack Fonseca : des concessions minières (où on extrait le cuivre, le cobalt et l'or) passent de mains en mains sans que le fisc congolais y impose la moindre taxation. Le gouvernement tolère ce genre de transaction qui appauvrit davantage la population. Sans compter que Kabila et ses proches profitent de ce phénomène, au passage. Plus de régulation et soutien aux lanceurs d'alerte Cette situation est scandaleuse et met à mal la fiscalité congolaise. Elle maintient le pays dans la pauvreté, la corruption, l'impunité et la dépendance vis-à-vis des donateurs extérieurs. **Pour résoudre cela, la Commission Justice et Paix demande davantage de transparence, de réglementation et de contrôle aux niveaux national et international sur le mécanisme des sociétés offshore. Le règlement européen sur les « minerais de conflits » actuellement à l'étude constitue en ce sens une véritable opportunité d'aller dans cette direction.** Nous demandons aussi la protection des lanceurs d'alerte et nous encourageons le travail des journalistes qui diffusent ces révélations si importantes pour la démocratie. Axelle Fischer Secrétaire générale Commission Justice et Paix



Documents joints

[2016-05-20_plaidoyer_les_societes_offshore_la_face_cachee_du_pillage_des_ressources_en_rdcongo.pdf](#)